

# Changements de direction pour la gestion et l'usage de l'eau ?

Retours d'expériences et perspectives post-sécheresse  
2022 en France

#Sécheresse  
#GestionDeL'eau  
#Usages  
#ReprésentationsSociales  
#Renoncement

**Manon Vivière, Ph.D.,**

Sociologue, responsable de projets au pôle Acteurs & Usages LyRE,  
Centre de Recherche & Innovation SUEZ

## Résumé

La sécheresse exceptionnelle de 2022 en France a eu des impacts profonds sur la société, affectant plus de 700 communes, les agriculteurs, les éleveurs, les trafics fluviaux, les producteurs d'énergie nucléaire et le secteur touristique. Cette crise a révélé l'inadéquation des instruments actuels de gestion de l'eau et la nécessité de repenser les usages et la gestion de cette ressource vitale. L'eau, traditionnellement vue comme une ressource, est de plus en plus considérée comme un commun, créant une tension entre son exploitation et la nécessité de la préserver. La sécheresse de 2022 questionne l'eau en tant que "ruines éphémères" et invite à réfléchir à des transformations majeures dans sa gestion et ses usages, en s'inspirant des concepts d'Alexandre Monnin sur le renoncement.

La sécheresse de 2022 a confronté les métiers de l'eau et les usagers à leurs limites, incitant à des redirections dans la gouvernance, les politiques urbaines, les modèles de financement et de tarification de l'eau, ainsi que les comportements récréatifs. L'article analyse les effets de la sécheresse sur ces quatre principaux héritages, utilisant des méthodologies quantitatives et qualitatives pour comprendre les changements provoqués et les résistances rencontrées. La crise a mis en évidence la nécessité de nouveaux indicateurs et d'une gestion plus flexible et adaptative de l'eau. Les enquêtes ont révélé une prise de conscience accrue et des changements de pratiques, bien que limités. Les récits médiatiques et les expériences personnelles ont amplifié la prise de conscience collective, transformant l'eau en une "ruine immédiate" et de "proximité".

Cependant, malgré une prise de conscience accrue, le passage à l'acte reste limité sans des mesures concrètes et visibles. L'article explore ainsi comment les représentations sociales des "attributs de l'eau" influencent voire freinent les actions liées à la gestion et aux usages de l'eau. L'article souligne alors l'importance de diversifier les approches pour une gestion durable de l'eau.



## Introduction

---

**L**a sécheresse intense et historique qu'a subie la France en 2022 a marqué l'ensemble de la société française. Au pic de cette dernière, ce sont plus de 700 de communes qui ont été privées d'eau et alimentées en camions-citernes, dans le Var par exemple, mais plus étonnamment également dans le Finistère (Bretagne). D'autres communes ont soumis leurs usagers à des réducteurs de débit et déployé une police de l'eau pour adresser des avertissements et faire respecter les arrêtés sécheresse. Au-delà des impacts sur les usages domestiques, les plus médiatisés, la crise est devenue systémique. Les agriculteurs ont subi des dommages sur les récoltes tandis que les éleveurs ont peiné à abreuver les bêtes et ont dû faire face à un manque de fourrage qu'il a fallu trouver et acheter au prix fort (Girard, 2022). Les trafics fluviaux ont été mis en péril par les niveaux exceptionnellement bas des fleuves (Bezat, 2022) et les producteurs d'énergie nucléaire notamment ont dû faire des arbitrages exceptionnels sur le prélèvement et la restitution d'eau (plus chaude) dans les cours d'eau, elle-même non sans impact sur la biodiversité... Tout cela, sans compter une chute drastique des revenus touristiques liés aux activités d'eau vive et nautique rendues impraticables de par des débits quasiment inexistantes dans les rivières.

La question de la redirection des usages et de la gestion de l'eau apparaît alors brûlante. Il s'agit de changer les modes de faire, et les modes de consommations de l'eau quand les « instruments d'actions » dédiés à la gestion de l'eau (Cortinas et al., 2023) apparaissent inadaptés pour l'avenir. Les concepts développés par Alexandre Monnin font résonance aux crises que traverse le domaine de l'eau. Ils offrent une lecture inédite de ses enjeux sans toutefois être en totale adéquation, permettant alors peut-être de les enrichir. Bien que l'eau soit très majoritairement définie comme une ressource, elle se définit également et de plus en plus comme un commun (Ostrom, 1990), et, par son aspect vital, un commun positif. De ces deux définitions naît une tension entre deux dynamiques : celle de son exploitation pour les activités humaines et celle d'en prendre soin, le care (Molinié, 2020). L'eau peut, en revanche, être ruinée : asséchée, polluée... et la sécheresse de 2022 nous invite à étudier le cas des ruines éphémères, ou temporaires. Malgré le fait que le manque d'eau se fait sentir sur un temps circonscrit, son exceptionnalité y compris dans la durée peut-elle inciter à des changements dans sa gestion et dans ses usages ? L'eau est soumise aux instruments d'actions qui l'exploitent et aux modèles de développement socio-économiques, qui peuvent être qualifiés de communs négatifs.

*« La notion de « communs négatifs » s'attache aux problèmes soulevés par la gestion de certaines réalités dont les effets sont négatifs notamment dans le domaine environnemental : déchets, centrales nucléaires, mais aussi d'autres éléments dont nous allons hériter à l'avenir et dont il va bien falloir prendre soin. Plus les sociétés capitalistes se développent, plus elles perdent leur capacité à absorber ce qu'elles produisent en excès, reléguant ces déchets dans les zones les plus pauvres ou bien dans les profondeurs de la terre et des océans » (Monnin, 2021).*

On peut citer comme exemple le modèle agricole intensif soutenu par des traitements chimiques avec des conséquences en termes de pollution des sols et des nappes phréatiques sur plusieurs centaines d'années.

Pour aller plus loin, Monnin met en mouvement les communs, il ne s'agit pas seulement de gérer nos communs comme des « stocks » mais d'en gérer leurs dynamiques. Les communs négatifs sont en activités, et les conséquences de ces derniers peuvent leur survivre et perdurer dans le temps. Les communs négatifs peuvent être « ruines », « ruines ruinées » et « ruines ruineuses ». Pour le citer : *« La « ruine ruineuse » est une ruine encore productive de nouvelles ruines, à leur tour ruineuses ou ruinées. »*

La sécheresse de 2022 a obligé les métiers de l'eau, comme les usagers, à faire face à leurs héritages. Dans quelles mesures l'exceptionnalité de la sécheresse confronte-t-elle les modes de gestion et les usages de l'eau à leurs limites et à leur capacité à ruiner ? Quelles sont les redirections engagées dès lors et comment les représentations sociales de l'eau facilitent-elles ou freinent-elles les renoncements ?

L'article propose de décrire la remise en question de quatre principaux héritages : 1) les modes de gouvernance de l'eau, 2) la place de l'eau dans les politiques urbaines, 3) le modèle de financement et de tarification de l'eau et 4) les comportements et usages récréatifs de l'eau.

Dans un premier chapitre, après une présentation des méthodologies mobilisées (quantitative et qualitative) et des différents matériaux empiriques collectés par typologie de publics interrogés (acteurs de l'eau d'un côté et usagers de l'autre), il s'agira de décrire les effets de la sécheresse dans les métiers de l'eau et dans les prises de conscience des usagers. Cette dernière, vécue comme une véritable « onde de choc », va bousculer les pratiques existantes, imposer des logiques de renoncement, même temporaires, qui ne s'observaient pas jusqu'alors, ainsi que des redirections, dans les modes de gouvernance, les politiques urbaines, les modèles de financements et de tarifications de l'eau et les modes de consommations des usagers (chapitre 2). Enfin, la sécheresse bouscule les représentations sociales et les imaginaires de l'eau. Leurs prises en compte au travers d'une compréhension de l'eau non plus uniquement « à cycles » mais par « attributs » met en lumière les freins ou les conflits générés par des redirections qui se voient parfois stoppées net, ralenties ou stagnent (chapitre 3).

## CHAPITRE 1. Une approche par regards croisés entre acteurs et usagers pour analyser le vécu de la sécheresse

Fort d'une écoute web<sup>1</sup> menée par le LyRE du 1er juin au 15 septembre 2022, le pôle Acteurs & Usages du LyRE, Centre de Recherche & Innovation SUEZ, a mené de novembre 2022 à janvier 2023 une étude sociologique exploratoire dans le but de collecter, de mettre en regard et d'analyser la sécheresse telle qu'elle a été vécue<sup>2</sup>. L'objectif était d'identifier les changements qu'elle aurait provoqués s'ils étaient de nature à rediriger ou non, plus ou moins, les politiques de gestion de l'eau, au travers des « acteurs de l'eau », et les usages, en se concentrant sur les usages domestiques.

Du côté de ceux que nous appelons les « acteurs de l'eau », ceux qui étudient (scientifiques), gèrent, pilotent, distribuent (gestionnaires, exploitants), régulent et contrôlent (agents institutionnels) la disponibilité de la ressource en eau, les indicateurs et les niveaux enregistrés durant l'été 2022 ont marqué les esprits<sup>3</sup>. Les caractéristiques de cette sécheresse les ont obligés à réinterroger leurs modes de fonctionnement sur le court, moyen et long terme, y compris dans des territoires jusqu'alors peu concernés, ou moins aguerris à la « gestion du manque » comme la Région Bretagne (Boisson et Mougín, 2024).

Du côté des usagers, la conduite des entretiens les a encouragés à exprimer de manière fine leurs expériences de manque ou de restriction d'eau, et les changements de pratiques qu'ils ont opérés (ou non) pour économiser l'eau mais aussi leur sentiment d'injustice ou d'inégalité face à d'autres usagers ou territoires. Si, en l'absence de coupure d'eau généralisée au robinet, la majorité des Français n'a pas ou peu modifié ses comportements pour réaliser des économies d'eau ; et ce, malgré les records d'audience médiatique du sujet « eau » enregistrés en 2022 et 2023, il est possible de mesurer des effets notables de « conscientisation » durant et après la sécheresse.

L'objectif principal de cette étude était d'appréhender, pour les deux groupes, l'impact de la sécheresse sur leurs activités, professionnelles pour les uns, domestiques pour les autres, ainsi que plus généralement l'évolution de leurs imaginaires de l'eau. Les différences entre les deux groupes étant très fortes, il s'agit moins d'analyse comparative que d'une mise en miroir. La méthodologie employée a privilégié le croisement des regards et des modes d'enquêtes, quantitatif et qualitatif, pour saisir, « à chaud », une première photographie des vécus de la sécheresse.

Une enquête nationale auprès d'un échantillon de 300 personnes représentatives de la population française<sup>4</sup> a permis de mieux comprendre l'impact de la sécheresse et des arrêtés de sécheresse à un niveau individuel : visibilité du phénomène, application et pertinence des arrêtés, impacts sur les préoccupations socio-écologiques, sur les usages de l'eau au quotidien, etc. Elle fut menée en parallèle d'une autre étude par questionnaire lancée par le CIEAU (Centre d'Information sur l'EAU) en octobre 2022 intitulée « Les Français et leur rapport à l'eau » portant sur le même sujet mais avec un échantillon plus vaste (3755 personnes, constituant un échantillon national représentatif de la population française, âgés de 18 ans et plus). Ses résultats sur des questions aux formulations proches et portant directement sur les perceptions de la sécheresse et des arrêtés coïncident parfaitement avec les résultats du LyRE.

Les deux études se complètent également par une analyse par région dans celle du CIEAU et, dans celle du LyRE, par l'identification de profils enclins à suivre davantage les arrêtés et réduire sa consommation d'eau. Le CIEAU se centre également sur les appétences en termes de solutions pour préserver la ressource en eau quand le LyRE s'intéresse davantage à l'efficacité d'une meilleure communication et diffusion des arrêtés sécheresse en eux-mêmes.

Parallèlement, afin de recueillir des premiers récits d'expériences de la sécheresse, une double enquête qualitative par entretiens semi-directifs de 40 minutes à 1h20 a été conduite auprès de 24 acteurs de l'eau (exploitants, Agences de l'Eau, Régies, Syndicats des Eaux, Préfecture, etc.) et de 20 usagers ayant subi des restrictions lourdes dues au manque d'eau. Au regard de ces premières observations, comprendre les expériences vécues de la sécheresse et les tensions de gestion et d'usages qu'elle a pu générer durant l'été 2022 est un enjeu prospectif important quand le changement climatique pèse de tout son poids sur la ressource en eau.

## CHAPITRE 2. La sécheresse, une « onde de choc » provoquant l'émergence de 4 redirections pour la gestion et les usages de l'eau

Dans ce chapitre, le premier paragraphe décrit comment l'expérience sociale globale de la sécheresse vient mobiliser les notions d'Alexandre Monnin, comme « héritage » pour les acteurs de l'eau et comme « ruines » pour les usagers. Le second paragraphe détaille quatre redirections potentielles mises en exergue par l'effet de choc provoqué par la sécheresse sur la gouvernance de l'eau, sur la fabrique de la ville, sur le modèle économique et de financement des politiques de l'eau et, enfin, sur les usages récréatifs de l'eau.

### 1. « L'onde de choc » comme confrontation inédite au manque d'eau pour les acteurs et les usagers

#### a. La mise à l'épreuve des héritages d'une gestion technique de distribution de l'eau

Les acteurs de l'eau au plus près de la crise ont souvent répété et souligné l'intensité de la crise comme une expérience jusqu'alors jamais vécue, une « première fois ». Les opérateurs de la gestion de l'alimentation en eau ont eu le sentiment d'être pris de court, laissés seuls face aux urgences décisionnelles et de devoir bricoler des solutions de maintien du service de distribution. Ils mentionnent également avoir dû construire de nouveaux indicateurs quand ceux utilisés jusqu'alors ne permettaient plus de décrire et comprendre les niveaux records auxquels ils ont fait face (Bourgeois, Mougín et Neverre, 2023). Ils ont évoqué n'avoir jamais connu de niveaux d'eau aussi bas, de mesures d'étiages aussi critiques, des comités de sécheresse aussi tendus et finalement, dans le même temps, aussi mobilisateurs. La gestion du lac de Serre-Ponçon (entre les Hautes Alpes et les Alpes de Haute-Provence) en est l'illustration parfaite : que privilégier entre le tourisme, la biodiversité, l'énergie ou l'irrigation ? Les usages multiples de l'eau en sont venus à se faire concurrence (Calvo-Mendieta 2015).

« La crise continue à déborder très largement après cet été, c'est la particularité de 2022. En 2021 on disait que c'était une sécheresse historique, en 2022 c'est encore pire. Et on ne sait pas ce que sera demain, donc les sujets d'eau aujourd'hui, seront forcément des sujets de demain. » - Un préfet du Sud de la France

« Alors, nous clairement, l'ambition, c'est de recorriger le tir par rapport à notre schéma [directeur] qui court jusqu'à 2030 et de retravailler sur des hypothèses de vulnérabilité du territoire : l'année 2022 sera-t-elle l'année normale dans 20 ans ? Ou est-ce une année exceptionnelle ? Nous on est plutôt tenté de dire que ce sera plutôt une année normale et de prendre une marge de sécurité pour des années encore plus sèches. »  
- Agent de Conseil Départemental

Les acteurs de l'eau les plus proches de la gestion opérationnelle de la crise de sécheresse ont peiné à prendre de la hauteur à moyen et long terme sur les enjeux de la ressource. À l'inverse, les acteurs impliqués sur des niveaux de gestion et de métiers de l'eau plus éloignés ou liés indirectement à la crise sécheresse ont, eux, eu plus de difficultés à mesurer les inquiétudes et les tensions qu'elle a exercées sur les moyens de gestion de l'eau, se projetant plus vite sur l'après-crise : soit au niveau de solutions, y compris innovantes, mais venant soutenir les modes de gestions actuels pour pallier les prochaines crises ; soit en y voyant la perspective de redirections plus profondes.

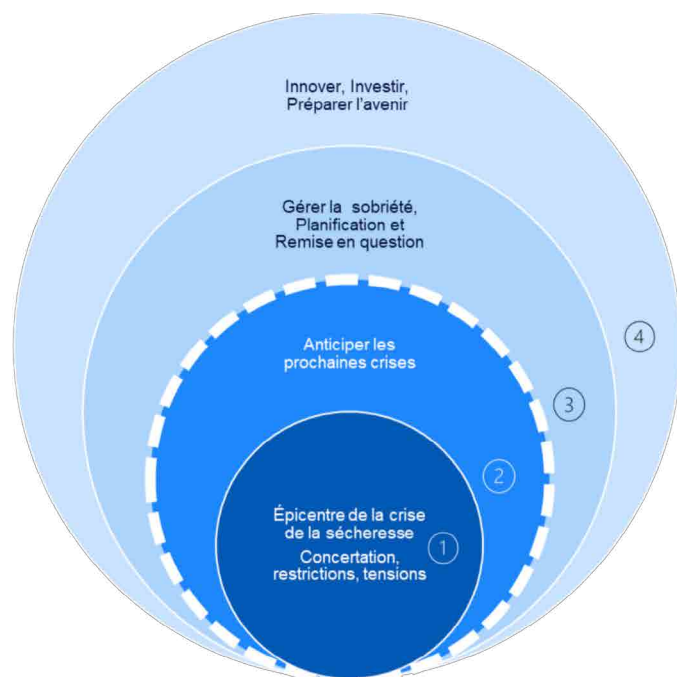


Figure 1. Schéma représentant l'onde de choc et les différents niveaux de réaction face à la sécheresse de 2022 pour la gestion de la ressource

b. L'importance de la confrontation aux « ruines hydriques » produite par la sécheresse dans les prises de conscience du manque d'eau

Côté usagers, les effets de la sécheresse se mesurent comme une « onde de choc sous conditions ». Les répercussions sur les usagers ont été plus fortes si elles sont entrées en résonance avec leurs expériences passées, si la période de restriction et de manque d'eau a été vécue plus ou moins durablement comme une contrainte, a restreint concrètement des usages de l'eau ancrés dans leurs modes

de vie, et si les effets de la sécheresse ont été tangibles et observables dans leur environnement immédiat.

Telle une lame de fond, l'environnement médiatique a participé à créer une ambiance sociale collective et partagée de l'expérience de la sécheresse. Le traitement du sujet de la sécheresse sur le web, soutenue par une presse, notamment locale, a suscité l'émotion du grand public. Les récits de l'eau, parfois épiques, sur les niveaux d'eau et les mesures d'urgence réalisées sur les territoires, donnent une puissance inédite à la connaissance des sources d'alimentation en eau locales. La sécheresse est aussi « percutée » par l'actualité des incendies spectaculaires de cet été-là. Elle prend une dimension émotionnelle nouvelle, car l'eau devient une ruine immédiate, et non plus un risque de ruine potentielle. Elle devient également une ruine de « proximité » et non plus une ruine « lointaine », celles des autres et qui ne nous concerne pas directement, dans des pays où le manque d'eau est structurel du climat mais aussi entretenu par des contextes socio-politiques défavorables (conflits, corruptions, pauvreté...).

Jamais l'eau n'a alors été aussi visible dans l'espace public et médiatique que par son manque. La couverture médiatique des préoccupations environnementales s'est ouverte considérablement aux enjeux de l'eau et de la sécheresse, dans une Europe du Sud de plus en plus aride. Avec près de 127 700 publications sur le web et les réseaux sociaux abordant la sécheresse entre juin et septembre 2022, le sujet de l'eau devient omniprésent dans les médias et les réseaux sociaux. Le sujet a logiquement fait un bond spectaculaire par rapport à la même période l'année précédente (+320%). Le pic de communication a eu lieu au cœur de l'été, le 8 août 2022. Le sujet sécheresse atteint alors 6,6 millions d'internautes français sur cette seule journée.

Pour les usagers, l'aspect sensationnaliste, le « jamais vu » de la sécheresse a aussi marqué les esprits. Et c'est sous le principal aspect du traitement médiatique qui a été fait de la sécheresse que les usagers ont retenu et partagé du contenu web : rivières à sec, réapparition des « pierres de la faim » au fond des rivières, rappel d'un vécu avec ses ruines du passé, villages isolés sans eau, mesures drastiques prises par les autorités (Rojouan, L. 2022). Le lien avec le réchauffement climatique et non plus uniquement l'effet d'une canicule déjà éprouvée les étés précédents comme celles de 2002 et 2005 se fait aussi très étroit. Il est d'ailleurs relayé médiatiquement et sur les réseaux sociaux à travers la mise en partage de la parole des scientifiques. Ce sont eux qui ont les faveurs des engagements du grand public sur les réseaux sociaux quand il s'agit d'expliquer la sécheresse. Les interviews de chercheurs en hydraulique et climatologie ont été les plus relayées par les internautes. Ils semblent porter et incarner le mieux la crédibilité des enjeux de l'eau mais aussi, peut-être, l'accès à la connaissance sur les enjeux de l'eau, quand ses organes de gestion restent largement plus méconnus et participent du mille-feuille institutionnel qui rend complexe son appréhension.

Plus généralement, les individus se sentant les plus concernés par la sécheresse et qui en ont le plus pris conscience sont ceux qui l'ont observée concrètement, sensoriellement et émotionnellement sur la nature. Les individus ont été frappés voire touchés de constater les ruisseaux à sec, les arbres malades ou morts, les cultures agricoles à l'agonie. La prise de conscience s'est alors faite plus fortement hors des villes, dans les couronnes périurbaines et rurales.

« On voit beaucoup d'arbres, même des chênes qui normalement ne meurent pas, là, ils sont en train de brûler en plein été... les vignes c'est pareil, jusqu'à maintenant il n'y avait pas d'irrigation parce qu'il n'y en avait pas besoin, les viticulteurs se remettent à l'irrigation parce que les pieds meurent... meurent sur pied quoi... ce qui nous a le plus étonnés ce sont les chênes, parce que les chênes c'est très robuste et ça fait 2 ans là que l'été ils meurent » - Anne, 55 ans, Berrien, Bretagne

La mise en visibilité de la sécheresse et de ses conséquences sur l'environnement qui entoure les individus et auquel ils sont attachés, la confrontation immédiate et sensorielle aux ruines qu'elle laisse (Monnin, 2023), même sur un temps limité, les marque durablement dans leurs représentations sociales de l'eau.

## 2. Redirection de la gouvernance de l'eau : Un nouveau souffle autour des tensions sur la quantité d'eau

Les comités de sécheresse furent l'épicentre de l'onde de choc de la sécheresse. Malgré les tensions sur les arbitrages à réaliser entre certains usages, c'est l'entraide locale entre les acteurs qui va prévaloir. Ces comités vont incarner une arène publique (Cefaï, 2016). Ils vont devenir les principaux espaces des discussions publiques sur les problèmes de sécheresse. Ils deviennent les lieux de débat où les positions de chaque acteur de l'eau se doivent d'être défendues avec conviction, et, mieux, avec données à l'appui. Ils incarnent les lieux de délibérations locales, où les problèmes de manque d'eau.

« Dans ce comité de sécheresse, tu as des maires de petites communes de 300 habitants qui n'ont plus d'eau, ce sont moins des experts que nous mais par contre ça fait bouger les lignes : il faut économiser l'eau quoi. Donc tout le monde se rassemble dans cette idée même si parfois il ne découle pas tout ce qu'on aimerait qu'il en découle. » - Exploitant

C'est aussi un lieu de partage des connaissances. L'acquisition de données « fraîches » et leurs interprétations sont au cœur des échanges. Elles sont indispensables à l'objectivation de situations d'exception devant lesquelles les acteurs sont sinon aveugles. Les données de mesures n'ont jamais été aussi essentielles pour la prise de décision. Or, ces dernières étaient parfois à construire en même temps que d'en tirer au plus vite les bonnes priorités d'usages. L'outillage traditionnel de la production de la connaissance par chacun des acteurs a montré ses limites et ce n'est que par l'échange et le croisement des sources de chacun que les solutions ont semblé être trouvées.

« Il y a plein de facteurs externes, les entrants, les sortants, l'évaporation et on s'est rendu compte que nos modélisations ce n'était plus la réalité du terrain. Et donc maintenant je connais, je me suis fait un petit Excel qui va bien. On fait les scénarios, après on insère nos données à nous, et on les incrémente avec les données EDF. On est allé visiter les installations d'EDF avec toutes mes équipes, avant on ne se parlait pas. » - Exploitant

Les acteurs de l'eau aux métiers les plus techniques et moins « sur le terrain », comme les ingénieurs chez les opérateurs, ou les acteurs des agences de l'eau ont pu vivre des instants de débats et prendre parfois la pleine mesure des enjeux l'eau en tant que politique publique et non simplement comme la gestion d'une station de

pompage ou le suivi de financements. Le fonctionnement des comités de sécheresse de 2022 comme lieu de l'action concertée, quand bien même la décision finale reste aux mains du préfet, tranche avec le fonctionnement des Commissions Locales de l'Eau (CLE), instance de gouvernance « traditionnelle » qui peine à incarner le dynamisme dans une gestion locale de l'eau empêtrée dans des logiques de surcompromis étouffants (Barbier, Liziard et Fernandez, 2022).

## 3. Redirection et politiques urbaines : Le développement territorial face aux limites que pose le manque d'eau

La question de la ressource en eau semble également se poser en nouvelle question urbaine (Castells, 1981). En sociologie, cette dernière consiste en la description du paradigme autour duquel évoluent les politiques d'aménagement des territoires et de la fabrique de la ville. Manuel Castells posera la première pierre en 1972 en cherchant à décrire pour la première fois « le processus de production sociale des formes spatiales d'une société » (p.33). L'urbanisme et la planification territoriale ont été tournés ces 20 dernières années vers la politique de la ville, la métropolisation, la lutte contre l'étalement urbain, etc. L'eau n'a que peu été, en fin de compte, l'affaire des urbanistes et des aménageurs, malgré l'existence des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) depuis les années 90 si ce n'est en tant que risque, en lien avec les inondations et la submersion.

« Avant on se disait : bon on accueille la population et l'eau on trouvera toujours de l'eau... Aujourd'hui il y a une prise de conscience et je travaille avec mes collègues de la planification, notamment du PLUi, il y a une réelle prise de conscience » - Agent Régie des Eaux

« L'eau ce n'est pas que de l'intendance, ça a été trop souvent intégré comme une question qu'on verra après, qui suivra toujours. Non ça ne suivra plus. Il faut que l'adéquation besoin et ressource soit prise en compte dans les travaux de réflexion des SRADDET et des PLU [documents d'urbanisme]. » - Élu

La sécheresse de 2022 laisse présager d'un nouveau cadre pour les « faiseurs de ville » (Paquot, 2010). La rareté de la ressource en eau sur certains territoires semble contraindre fortement les logiques d'attractivité et d'accueil souhaitées par les élus, que ce soient de nouvelles industries, de nouveaux habitants, de touristes, voire la faisabilité de programmes de végétalisation des centres-villes. Par exemple, le manque d'eau a pris de court certains élus qui, pour apaiser les craintes des usagers, ont annoncé interdire les constructions de piscines privées voire geler leur permis de construire (Golla, 2023)... La ressource se pose alors sous une approche plurielle pour les acteurs de l'eau, ni plus totalement technique, ni uniquement sociale ou environnementale et bien plus urbaine, où l'eau impose et imposera de plus en plus aux politiques urbaines le choix du renoncement.

## 4. Redirection et modèle économique de l'eau : La réinvention nécessaire

Par ailleurs, la sécheresse enjoint assez brutalement de repenser en profondeur le modèle économique des services de l'eau en France. Le principe de « l'eau paye l'eau » n'apparaît en effet plus compatible avec les enjeux actuels (i.e., sous-investissements et fuites, stress hydrique et réchauffement climatique, nécessité d'économiser et de protéger la ressource en eau et de développer des pratiques

socialement responsables) : les recettes, le budget des services de l'eau sont fonction des volumes consommés, facturés aux usagers. A plus court terme, renverser la table du prix de l'eau ne va pas de soi quand pendant plus de dix ans, la priorité des élus a été de proposer l'eau la moins chère possible (Orsini A. 2020).

Depuis la sécheresse de 2022, le changement de paradigme s'opère. Face à des recettes liées volumes baissant, il s'agit de changer radicalement de modèle. Et dans l'attente car ces changements ne peuvent se faire que de manière systémique et donc sur le long terme, il s'avère nécessaire de redonner à l'eau sa vraie valeur et son vrai coût, social, économique, environnemental (Mayol et Staropoli, 2021). Si certaines collectivités ont inventé des contrats à la performance basés sur des indicateurs, notamment de réduction de prélèvements sur la ressource pour leurs délégations de service public (DSP) comme l'Agglo de Brive en Corrèze<sup>5</sup>, c'est l'ingénierie tarifaire qui fait office de solution provisoire. Ces nouveaux tarifs « progressifs », « saisonniers », « socio-environnementaux » qui entraînent le plus souvent une augmentation du prix du service de l'eau, au moins pour certains usagers ou à certaines périodes et qui vont peut-être se généraliser font du tarif une question politique de premier plan, d'acceptabilité de son « vrai » coût, et de justice sociale (entre les types d'usages, de solidarité avec les populations les plus fragiles économiquement...).

## 5. Redirection et usages récréatifs de l'eau : Une revalorisation sociale de la culture de la sobriété

Pour les individus, la sécheresse de 2022 participe à leur culture et leur socialisation à la sobriété, qu'ils ont déjà plus ou moins préalablement acquise dans l'enfance, leur parcours familial et leur mobilité résidentielle (Damon, 2017). Elle est ainsi un point de départ « subi » pour certains et davantage une continuité pour d'autres. Entre des villageois de montagne ayant vécu depuis toujours dans la culture de la « rareté de l'eau » et des nouveaux arrivants anciennement citadins venus prendre leur retraite sous le soleil du Sud de la France, la confrontation au manque d'eau ne se vit pas avec la même sérénité.

« Mais honnêtement, je fais déjà, je fais déjà attention à ma consommation d'eau. Depuis que j'habite Riboux. J'ai toujours habité là-bas. Depuis petite, j'ai toujours été sensibilisée à l'eau parce que justement, on est sur forage, on est, on est en pleine zone verte, on fait très attention aux incendies, au débroussaillage, etc. Donc j'ai toujours eu ces habitudes-là. » - Léa, 39 ans, Bouches-du-Rhône

Ces confrontations radicales au manque d'eau sont très marquantes dans les parcours des individus. Sans revendiquer outre mesure une conscience environnementale, les individus évoquent spontanément des épisodes similaires quand ils sont interrogés sur les usages de l'eau.

« Moi, je suis espagnole d'origine. Et chez nous, en Espagne, les restrictions d'eau, je sais ce que c'est. Parce qu'on les a déjà. Vous ouvrez le robinet, vous avez un filet d'eau qui tombe. Ce n'est pas comme ici. » - Corinne, 52 ans

Plus les individus ont été confrontés tôt dans leur parcours de vie à un épisode d'une intensité proche de la sécheresse de 2022, mieux ils ont su l'appréhender et avoir la motivation de mettre en place des pratiques économes y compris sur leur lieu de travail<sup>6</sup>.

« Je suis de Touraine. J'ai toujours vu les camions en eau l'été arroser les champs et tout ça. Et des fois, on était en restriction avec les années de sécheresse. Donc mes parents ont toujours fait attention au niveau de l'eau. Et dans « ma » cuisine on a progressivement changé les modes de cuisson des féculents pour économiser l'eau » - Thierry, chef cuisinier d'un restaurant administratif, 51 ans.

Les personnes ayant été confrontées le plus durement d'ailleurs à la sécheresse ont ainsi toutes les chances de « mieux vivre » les prochaines.

Après la sécheresse de 2022, les usagers se sont préparés et ils ont initié des adaptations dont les plus significatives sont celles de l'entretien de leurs jardins et de leurs piscines. Les individus ont eu pour premier réflexe de « stocker » l'eau. Les réservoirs d'eau de pluie mais aussi les oyas ont été pris d'assaut dans les jardinerie

« Nous proposons à la vente des oyas depuis 2 ans mais cet été, la demande a explosé avec la sécheresse. Les collectivités également ont investi localement dans les oyas. C'est un vrai succès. Ce que les personnes veulent, c'est que leurs plantes ne meurent pas en été. » - Vendeur en jardinerie

Mais les individus vont plus loin et renoncent au gazon vert anglais, bien que partie intégrante du mythe pavillonnaire (Lefebvre, 1970) et de la réussite sociale qui y est associée. Les réaménagements se font au profit de plantes plus résistantes, de rocailles, de plantes méditerranéennes... Les logiques de distinctions sociales mutent, le gazon et se fait remplacer par le minéral et l'olivier.

La sécheresse et la sobriété subie ne sont pas sans provoquer également des logiques de solidarité, et ce d'autant plus que les individus apparaissent attachés à leur territoire, à l'environnement local qui participe de leur identité, nourrie par leur sentiment d'appartenance. Ces logiques de solidarité se matérialisent autour des incendies, ou envers les petits agriculteurs, et sont de l'ordre du spontané.

« Je pense que ça a mis tellement les gens dans un état de stupeur. Et de solidarité aussi, en même temps. C'est que le fait qu'on ait eu des incendies en plus pas loin, tout le monde s'est mis à faire attention à l'eau quoi. Ça a changé quelque chose dans le rapport des gens on a vu des gens qui se côtoyaient à peine et là, ils se sont parlé. Il en reste quelque chose. » - Anne, 55 ans, Berrien, Bretagne.

## CHAPITRE 3. Des redirections confrontées à des résistances représentationnelles de l'eau

Ce chapitre mobilisera le concept des attributs de l'eau, chacun ouvrant à des champs de représentations sociales de l'eau différents. Les attributs de l'eau offrent une grille de lecture qui permet de rendre plus intelligible la façon dont les représentations sociales de l'eau conditionnent les redirections, les favorisent, les freinent ou les mettent en concurrence.

### a. Les représentations sociales des « attributs de l'eau » au cœur des arbitrages d'attachement ou de renoncement

Plusieurs approches scientifiques décrivent le fonctionnement des hydrosystèmes. La plus connue est

l'approche par cycles de l'eau. Elle reste néanmoins bien mal maîtrisée par le grand public même si elle fait toujours partie des programmes scolaires des Français (Chocat, 2015). Il existe également le registre des couleurs (Biros, 2014) de l'eau, notamment verte et bleue<sup>7</sup>. Peu connu du grand public voire de certains acteurs de l'eau, ce registre est pourtant utilisé depuis plus de cinquante ans (Falkenberg, 1995). Arjen Hoekstra enrichira plus tard les couleurs de l'eau du concept « d'eau virtuelle », qui illustre la quantité d'eau nécessaire à la fabrication de biens de consommation (Hoekstra, 2002). Que ce soit en termes de cycles ou de couleurs, il s'agit d'approche naturaliste de l'eau. Une autre approche, l'eau comme ressource, cette fois plus géographique et sociologique, vient la compléter (Jean-Paul Haghe, 2015).

Les remises en question de la gestion et des usages de l'eau actuels post-sécheresse de 2022 évoqués plus haut, invitent à compléter l'approche sociétale de l'eau (Casciarri et Van Aken, 2013) par celle que nous qualifierons des « attributs » de l'eau afin d'avoir une meilleure compréhension de ses enjeux sociétaux et de leurs différentes lectures.

L'approche que je nomme par « attributs » de l'eau participe à la déclinaison du motif environnemental développé dans les travaux de Gabrielle Bouleau (2024). Les « attributs » de l'eau prennent en compte les manières dont les représentations sociales, les perceptions orientent des usages et des actions publiques et techniques spécifiques. Elle vient aussi nourrir et incarner le passage du référentiel extractiviste de l'eau, qui prévaut depuis l'ère industrielle, à une conception de l'eau comme « matrice » du vivant (Salles, 2022).

Selon les « attributs de l'eau », de nombreuses solutions pour faire face au manque d'eau ou pour moins la gaspiller, ont été évoquées dans les entretiens avec les acteurs de l'eau et les usagers. Loin d'être neutres, elles apparaissent au contraire, porteuses d'une vision socialement acquise de la ressource en eau. Les solutions portent en elles des représentations sociales bien spécifiques de l'eau et des technologies. Elles suivent ainsi des « logiques » différentes qui permettent de mieux comprendre et hiérarchiser les effets de postures que l'on retrouve au sein des institutions, des structures parapubliques, des collectivités, des agriculteurs, des industriels, des groupes privés distributeurs d'eau ou encore des usagers.

Les transitions techniques et organisationnelles sont, comme toute transition sociale, soumises à des effets de compétition, entre entreprises et groupes privés, entre universités pour la course aux brevets et financements de programmes de recherche, entre territoires. Cette émulation intellectuelle et technologique n'est pas sans rappeler celle apparue pour les « smart city » il y a une petite dizaine d'années. Les solutions choisies et défendues seront aussi soumises à des effets de résistances et/ou de promotion. Au-delà des problématiques de conflits d'usages bien identifiées par tous, les conflits de choix techniques sont aussi à prendre en considération pour l'avenir de la gestion de l'eau.

Selon l'approche par « attributs », il est possible d'identifier au moins cinq types d'eaux auxquelles sont associées, par les acteurs de l'eau et les usagers, des logiques de solutions différentes qui peuvent s'opposer, ne mobilisant pas les mêmes systèmes de valeurs et imaginaires sociaux.

Cette typologie par « attributs » de l'eau met en évidence toute la diversité de ses formes et de ses usages indépendamment d'une entrée par cycle ou couleur. Selon que l'on se positionne et que l'on se représente l'eau naturelle comme une ressource à stocker comme une provision (syndrome de l'écureuil) ou comme une ressource qui nous invite à repenser complètement nos usages et nos modèles, dans une pensée plus paradigmatique, il est alors possible de mieux décrypter les conflits socio-politiques qui animent la France mais aussi au-delà de ses frontières.

« L'eau précieuse » (1) renvoie à l'eau potable, traitée et dédiée à la consommation humaine. C'est l'eau de boisson et l'eau de l'hygiène, et par conséquent l'eau la plus contrôlée et normée (exigences sanitaires qui ne cessent de s'accroître par ailleurs). Elle correspond aussi à l'eau vitale telle qu'entendu dans les textes réglementaires et humanitaires d'accès à l'eau. C'est aussi l'eau de la réussite sociale, l'eau de confort que l'on affiche ou cherche à afficher socialement notamment à travers la possession d'une piscine ou d'un jacuzzi. C'est celle qui apparaît la plus précieuse à préserver.

« L'eau naturelle » (2) est associée à celle que l'on trouve dans la nature. Il peut s'agir de l'eau de pluie, de l'eau des fleuves, de l'eau des puits des particuliers et de celle utilisée par les agriculteurs. Elle apparaît stockable, utilisable avec moins de restrictions, moins précieuse, peut-être, aux yeux des acteurs. L'eau naturelle peut être à la fois « visible », en surface, et « cachée », dans les nappes souterraines.

L'eau « sale » (3) renvoie quant à elle aux eaux usées et/ou traitées après usage. Elle incarne traditionnellement des enjeux de qualité avant leur restitution au grand cycle de l'eau mais devient aussi celle des enjeux quantitatifs sérieusement investis ces dernières années pour son potentiel de réutilisation.

Il est aussi possible d'identifier deux autres types d'eaux selon leurs attributs. « L'eau glaciale » (4) des neiges et des glaciers. Elle a été mentionnée de manière spontanée comme une eau à part entière, par les acteurs et par les usagers qui l'ont perçue comme plus fortement déterminante depuis la sécheresse, pour la bonne « recharge » des cours d'eau. Et enfin, « l'eau infinie » (5), celle de la mer et des océans. Infinie parce qu'elle reste le triste réceptacle perçu « sans fond » de nos déchets, mais aussi « infinie » en tant que réservoir d'eau potable une fois désalinisée, rendant possible la poursuite de nos modèles socio-économiques actuels basés sur la croissance.

## **b. Une gouvernance de l'eau qui traîne pour faire une place aux citoyens**

Concernant la gestion de l'eau naturelle mais peut-être encore plus la distribution de l'eau précieuse, les comités de sécheresse ont ainsi été l'opportunité de revitaliser la gouvernance concertée de la gestion de l'eau. Ils ont eu l'avantage de réunir à fréquence rapprochée l'ensemble des consommateurs d'eau, l'ensemble des exploitants et les représentants de la biodiversité. Passé le plus haut de la crise, les acteurs de l'eau interrogés et ayant participé aux comités de sécheresse expriment aussi communément un temps de gouvernance partagée, d'une gestion de l'eau revitalisée, animée, produisant une certaine émulation politique.

Dès la fin de l'été, et encore plus après la sécheresse hivernale<sup>8</sup>, les préfets et les parties prenantes présents ont évoqué la nécessité de pérenniser ces

comités à l'année. Ces acteurs y ont vu l'opportunité de les faire évoluer vers des « postes d'observation locaux » pour prévenir les conflits d'usages. En parallèle, les limites plus globales de la gouvernance de l'eau et notamment de sa complexité sont pointées du doigt. Mille-feuille institutionnel, lourdeur des procédures, instances moribondes surappropriées par certains acteurs comme les agriculteurs, décisions unilatérales, elle n'incarne plus suffisamment les bonnes échelles territoriales et une gestion véritablement concertée. La sécheresse va ainsi avoir un effet « momentum » pour le politique à l'échelle nationale. Cette échelle doit réinvestir, du moins pour partie, sa gouvernance (Carré et Marcovitch, 2024), par ailleurs pointée du doigt, dans l'examen critique réalisé par le Sénat dans un rapport d'information sur l'eau en France publié le 24 novembre 2022<sup>9</sup>, puis dans le Plan Eau publié le 30 mars 2023 et récemment dans les précisions pour sa mise en œuvre apportées au 1er juillet 2024<sup>10</sup>.

Si les lignes bougent, comme c'est le cas à la Régie de Lyon Métropole qui a créé son assemblée de l'eau réunissant 150 membres et intégrant 4 représentants des usagers à son comité d'administration, la place des citoyens reste encore timide et trop peu représentative à l'échelle nationale. Leurs rôles y sont mal définis, mal articulés avec la prise de décision. Les usagers tiennent pourtant des discours de justice environnementale et d'inégalité d'accès à l'eau en cas de sécheresse qui auraient toute leur place dans les instances de gouvernance de l'eau.

Face à l'intensité des restrictions mises en œuvre en 2022, nombreux ont été les usagers à s'exprimer pour pointer les injustices et les situations inégalitaires qu'elles génèrent. Pour les usagers, l'instance de dialogue n'existe pas, ou ne leur est pas rendue visible. Et les informations sur les arbitrages qui prévalent aux autorisations ou interdictions d'usage leur apparaissent très limitées. Les consignes de restrictions font office de règle et supposent une solidarité de fait, et une application valable pour tous. Mais les interrogations n'en sont pas moins restées nombreuses, nourrissant des sentiments d'injustice : sans connaître les périmètres d'arrêtés sécheresse liés à des enjeux hydrauliques et ne correspondant pas à des périmètres administratifs connus, pourquoi y a-t-il une restriction forte sur une commune mais pas sur sa voisine ? Ou encore, pourquoi une restriction sur les usages domestiques et non pas sur les activités agricoles ou touristiques ? Pourquoi ne pas avoir le droit d'arroser son potager quand la commune continue, elle, d'arroser ses terrains de sport ou ses espaces verts ?

*« Alors moi je pense que c'était vraiment injuste parce qu'on est à 10 minutes de la mer et tout le monde avait sa piscine remplie à l'eau potable. Ils ont fait des restrictions sur tous les particuliers qui avaient des potagers communaux or tous les agriculteurs se servent de l'eau du fleuve pour irriguer leur potager ou leurs arbres, nous, on ne pouvait pas. Il y avait des restrictions sur les piscines mais toutes étaient pleines, personne n'a respecté. Les 80 campings, ils étaient tous en fonctionnement normal, les golfs pas fermés...rien. »  
- Marjory 45 ans, Villelongue-de-la-Salanque, Occitanie*

Une meilleure intégration des citoyens permettrait également de prévenir les sentiments d'injustice et de colère envers les pouvoirs publics qui pourraient prendre le pas sur les logiques de solidarités évoquées plus haut au paroxysme des épisodes de crises sécheresse avec des manques d'eau effectifs au robinet.

*« Après je peux comprendre que ça faisait six mois qu'il ne pleuvait pas, donc je peux comprendre qu'il y ait moins d'eau. Mais « avoir moins d'eau » et « ne pas avoir d'eau du tout ! », ce n'est pas le même lot quoi. Il fallait faire rouler le camion qui faisait huit tours par jour à six ou huit mètres cube pour aller remplir notre bassin pour que l'eau descende du bassin dans nos maisons. »  
- Alain, retraité, Vaucluse*

Entre initiatives locales de pérennisation des comités de sécheresse et refonte des différentes instances existantes incluant une pleine place accordée aux citoyens et à la diversité de leurs sensibilités représentées, la revitalisation de la gouvernance de l'eau nécessitera de faire évoluer, renforcer ou repenser sans recomplexifier l'organigramme ni sur-localiser les enjeux.

### **c. Ménager l'eau dans les politiques territoriales et résister à la tentation du stockage**

Se représenter l'eau sous ses attributs d'eau « naturelle » inspire des solutions basées sur « la logique SFN » (Solutions Fondées sur la Nature). Cette dernière, plébiscitée par les agences de l'eau et des spécialistes en hydrologie ou en environnement, privilégie de renforcer l'action de la nature dans le grand cycle de l'eau. Elle promeut l'hydrologie régénérative (Descollonges, 2024) qui vise à améliorer l'infiltration des eaux dans les sols, qualifiés de meilleurs réservoirs pour l'eau de pluie, en enrichissant les sols de matières organiques pour améliorer l'infiltration, désimpermeabiliser, végétaliser et in fine par exemple arborer les zones urbaines.

Mais cette logique de l'absorption et d'espaces urbains « éponges » est contrainte néanmoins de s'articuler avec d'autres logiques qui peuvent la freiner voire l'empêcher. L'artificialisation de nos villes et de nos territoires se pose en héritage à gérer et à protéger des risques. Ce sont bien souvent des investissements financiers à court terme et massifs dans des solutions techniques et patrimoniales (comme la construction de bassins d'orages de plus en plus grands) qui sont choisis ; ralentissant d'autant la portée des solutions de désimpermeabilisations, encore trop limitées à des expérimentations ou à des échelles modestes.

De plus, lorsque ces solutions basées sur la nature s'inscrivent dans une logique plus globale de « changement paradigmatique », qui part du principe qu'il s'agit de changer en profondeur nos modes de vie, notre façon de cultiver les sols, de produire des biens de consommation, elles se confrontent, parfois violemment, à des logiques de stockage de l'eau naturelle.

En effet, en réaction aux épisodes de sécheresse et d'autant plus lors de celui de 2022, « la logique de l'écureuil » reste de mise. Elle se manifeste comme un comportement de l'ordre du réflexe. Dans le même esprit que lors des pénuries au moment de la crise Covid, ou lors des pénuries d'essence, la tentation est très forte de stocker cette « eau naturelle ». Les tensions extrêmes qui existent autour des projets de méga-bassines (Grimonprez, 2022) en sont un bon exemple (Valo, 2024). D'ailleurs, les usagers s'équipent massivement de récupérateurs d'eau de pluie s'inscrivent également, à une échelle individuelle, dans cette logique.

### **d. Des réductions des consommations limitées aux usagers « concernés convaincus » et qui s'essouffent dans le temps**

69% des individus interrogés dans notre enquête déclarent que la sécheresse de 2022 a marqué leur esprit. 92% estiment que c'est un phénomène préoccupant qui s'inscrit dans celui plus global des effets du réchauffement climatique. Malgré cette prise de conscience évoquée dans notre enquête mais aussi dans celle du CIEAU, l'écart avec le passage à l'acte demeure. Sans manque d'eau effectif au robinet ou la mise en place d'interdiction « instrumentée » (pastilles réductrices de débit avant compteur, etc.) lors de la sécheresse, les usagers sont restés peu mobilisés pour la préservation de la ressource en eau, mis à part un relais intense sur les réseaux sociaux. En situation d'arrêt de sécheresse, un tiers des répondants déclare ne pas avoir changé ses habitudes ou cherché à faire davantage (33%).



Figure 2. Répartition des répondants selon leur adoption de gestes pour réduire leurs consommations d'eau pendant un arrêté sécheresse de l'été 2022

Les uns se considèrent déjà comme économes en eau (45% de ceux qui n'ont rien changé déclarent faire déjà ce qu'indiquent les arrêtés : « on ne consomme déjà pas beaucoup d'eau » ; « on trouve que l'on fait déjà assez d'effort vis-à-vis de l'environnement » ; « les consignes préconisées par les arrêtés ne nous concernent pas »). D'autres se déclarent non concernés par ces enjeux : « cela ne me touche pas » ; « ma région n'était pas concernée » ; « je n'étais pas là » ou minimisent le phénomène comme une canicule plutôt supportable voire banale « il fait toujours chaud l'été » ; « je n'ai pas trop senti la chaleur ». Les répondants qui n'ont pas changé leurs comportements sont aussi significativement plus nombreux à déclarer que les restrictions ne sont pas efficaces pour préserver la ressource en eau (48%).

Les résultats de l'enquête par questionnaire montrent que pour réaliser des économies d'eau, pour passer à l'acte en cas de crise de sécheresse voire respecter les arrêtés, il s'agit de se sentir concerné et convaincu c'est-à-dire concerné par les restrictions prescrites par les arrêtés et convaincu de leur efficacité. Dans ce profil d'individus, on retrouve davantage les personnes qui possèdent une maison avec un jardin voire une piscine. Les effets de la sécheresse y sont les plus visibles à l'échelle domestique et ont parfois obligé les usagers à des arbitrages concrets.

Certains usagers de bonne volonté ont réduit leurs consommations mais ont repris leurs habitudes de consommations dès l'alerte sécheresse levée.

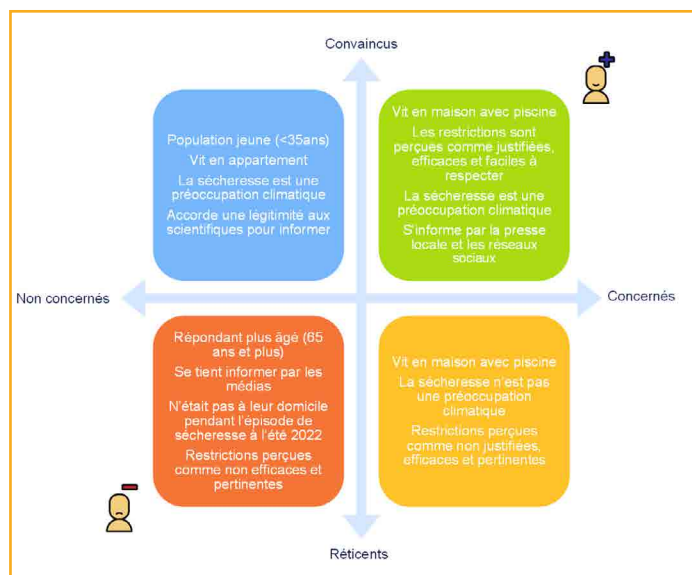


Figure 3. Typologie des profils des répondants face aux arrêtés sécheresse

« On a mis des restrictions quand même... Lors des alertes, on a fait un peu plus. Au niveau des douches, on a restreint un peu, moi j'avais une piscine bah du coup on l'a vidée... enfin on n'a pas remis d'eau... En fait nous on a écouté les consignes et puis une fois que c'était revenu à la normale, on a repris notre routine... »  
 - Jean-François, 49 ans, Plouyé, Bretagne

Cette première étude exploratoire mériterait d'être poursuivie dans une étude approfondie des consommations d'eau domestiques de l'été 2021 à celui de pour mesurer de manière précise l'impact de la sécheresse et des arrêtés sur les niveaux de consommation et les comportements des usagers sur le long terme sur des territoires équipés de la télérelève. Il serait alors possible de vérifier les hypothèses de prises de conscience sur la baisse de consommation au-delà du déclaratif mais également l'inscription de ses changements d'usages sur le temps long.

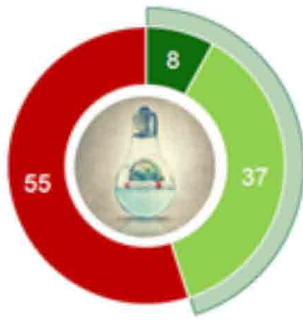
### e. Des préférences technologiques qui ralentissent les redirections vers la sobriété

La redirection vers la sobriété des usages de l'eau peut se retrouver décrédibilisée par une « logique patrimoniale » des solutions pour faire face aux épisodes de sécheresse. Cette logique part du principe que toutes les infrastructures sont déjà là pour faire face aux éventuels manques, même plus accrus à l'avenir par des prochaines sécheresses. Il suffirait de les réinvestir, réhabiliter les forages, améliorer les interconnexions. Elle apparaît comme la logique de l'ingénierie, de la raison et des investissements économiques et techniques nécessaires à court terme. Elle apparaît pour beaucoup, pour les publics comme opérateurs de l'eau, comme prioritaire. En outre, d'après l'enquête du CIEAU, 95% des usagers interrogés considèrent également que l'investissement régulier dans les infrastructures est très important. Pour autant, si pour les acteurs de l'eau, la logique patrimoniale fait référence au « mur d'investissement » nécessaire, les usagers ne semblent pas prêts à payer l'eau plus cher pour le soutenir.

Question : « Vous-même, seriez-vous disposé ou non à payer l'eau plus cher pour... »  
(base: Ensemble de l'échantillon)

#### Réduire les fuites d'eau sur le réseau public

% « OUI » : 45



#### Développer l'usage des eaux usées traitées (arrosage, irrigation, ...)

% « OUI » : 50



OUI, BEAUCOUP PLUS CHER

OUI, UN PEU PLUS CHER

NON

Figure 4. Résultat de l'enquête CIEAU « Les Français et leur rapport à l'eau » – octobre 2022

La redirection vers une sobriété plus active des usages de l'eau pourrait également s'enrayer face aux potentiels d'exploitation de « l'eau sale » qui permettrait de poursuivre nos modèles socio-économiques actuels et les modes de gestion de l'eau associés. Elle devient, depuis la sécheresse de 2022, plus que jamais, l'eau des opportunités. Elle ouvre des perspectives d'innovations et d'expérimentations pour les acteurs de l'eau. C'est une eau perçue comme technique, technologique, à fort rayonnement économique mais aussi symbolique. Les collectivités comme les professionnels cherchent à être au centre de ces futurs chantiers pionniers pour la France, notamment en cherchant à utiliser cette eau usée retraitée (REUT ou Reuse en anglais) pour de plus en plus d'usages, souvent en mode expérimental, le temps que la réglementation évolue. C'est enfin l'eau qui a été très valorisée médiatiquement pendant la sécheresse pour justement son potentiel face au manque d'eau (notamment pour souligner le retard de la France par rapport à tel ou tel pays qui utilise déjà de façon massive ces eaux usées traitées, i.e. Israël par exemple). « L'eau sale » est étroitement associée à « la logique de transformation » qui reprend le principe du « Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme ». « Il suffirait » de diversifier les types d'eau en la transformant selon les besoins de chaque usage. Cette logique est étroitement associée à la foi en l'issue technologique.

Dans les représentations sociales, le dessalement de l'eau de mer porte aussi le sceau de la solution « miracle » comme la REUT même s'il apparaît comme une solution à nuancer, d'ultimes recours, y compris de la part des usagers. Mais ces usines de dessalement ne sont-elles pas porteuses de ruines ruineuses car très énergivores et productrices de saumures rejetées dans les mers et les océans ? Les technologies arrivent qui permettent de minimiser les impacts... Cependant, ces usines très coûteuses, nécessitant des investissements sur le long terme ne risquent-elles pas de stopper net des perspectives de redirection plus durables voire des dynamiques de renoncement plus compatibles avec une nécessaire adaptation au changement climatique ?

Solutions patrimoniales pour maintenir l'accès à l'eau « précieuse », réutilisation de « l'eau sale », utilisation de « l'eau infinie », ces solutions souffrent dans le même temps d'une image peu attrayante, peu attractive auprès

d'une majorité d'usagers qui placent « l'effort individuel pour moins gaspiller l'eau devant le progrès technique » en termes de solution la plus adéquate » (CIEAU).

#### f. Attachements à la fonctionnalité et au capital symbolique de l'eau

L'eau naturelle « visible », celle de surface, à portée de main est la plus multi-usages. Elle a été très fréquemment citée et est considérée par les personnes interviewées, usagers mais aussi acteurs de l'eau, comme l'eau vive des loisirs sportifs (Evrard, Féménias et Sirost, 2015), de l'activité touristique, du confort non vital mais d'un plaisir ou d'un intérêt économique difficile à frustrer. En parallèle, elle joue un rôle de « baromètre climatique » qui rend tangible et visible l'intensité des phénomènes de sécheresse et ce sont ces observations qui sont relayées par les usagers mais aussi les médias : puits à sec, cours d'eau asséchés, pluies rares. C'est elle qui envoie les signaux d'inquiétude et de préoccupations.

Cette eau des activités et des loisirs tout autant que celle de la biodiversité et démonstrative de sa fragilité (assèchement et pollution) crée des tensions chez les usagers comme chez les acteurs de l'eau, qui peinent à renoncer aux activités qu'elle offre et notamment en termes de développement économique touristique. Cette eau « visible » y compris sous forme de neige est particulièrement concernée par les enjeux de renoncement. Elle invite les villes-stations de ski, à court terme, à repenser en profondeur leur modèle de développement (Futura Sciences, 2023), ce qui laisse penser que d'autres territoires touristiques, cette fois, estivaux, prendront nécessairement le chemin de ces réflexions.

La préservation de l'eau souterraine est peu évoquée. « Cachée » dans les nappes, les sols, leurs représentations sociales sont plus limitées. Elle est décrite comme des stocks à portée de main via des puits et des forages, sans que leurs quantités ne soient véritablement connues et maîtrisées. Les données concernant leurs quantités sont produites par des acteurs de l'eau spécialisés (à l'instar du BRGM) mal connus des particuliers et des agriculteurs et restent peu accessibles. Les représentations sociales et les connaissances floues des eaux souterraines par les non spécialistes poussent même à des légitimations de leurs usages inquiétantes pour leurs préservations. Elle

va jusqu'à être considérée comme plus abondante et moins « précieuse » que l'eau potable. Privilégier l'eau de son puits ou de son forage se justifie alors comme un acte pratique et vertueux. Il permet non seulement de ne pas renoncer à l'arrosage, et, de faire un acte écologique. Même si dans les faits, l'eau utilisée pour l'arrosage est en partie absorbée entièrement par les plantes et, ou, évapotranspirée, elle est perçue comme immédiatement restituée dans le milieu naturel et aquatique. Cette légitimation de l'usage de l'eau souterraine, bien que profane, en fait alors une action écologique du point de vue des usagers.

Concernant la piscine, le renoncement apparaît tout aussi épineux, car y renoncer, ce n'est pas uniquement renoncer à un équipement dit, de confort. La piscine privée se retrouve face à des représentations sociales contradictoires, entre engouement populaire qui ne faiblit pas et néo-symbole de l'irresponsabilité environnementale. Les classes moyennes françaises s'en dotent massivement ces 10 dernières années. Avec près de 2,5 millions de piscines privées en France, soit 15 % des foyers français résidant en maison individuelle qui possèdent une piscine, elle passe de bien d'élite et de distinction (Bourdieu, 1979) à un processus récent de démocratisation. Elle est l'une des incarnations de la réussite sociale, le rêve pavillonnaire inclut désormais dans son jardin le barbecue et la piscine, devenant des biens de consommation à forte valeur sociale ajoutée (Fourquy, Cassely, 2021) dont il apparaît à ce jour difficile de renoncer. Parallèlement, elle devient l'objet de vives critiques. Elle est pointée du doigt et est en train de devenir un nouvel objet de désapprobation sociale. Elle symbolise, cette fois, des usages de loisirs individualistes, un sur-accaparement de la ressource pour un confort égoïste, dans un contexte de crises hydriques particulièrement notables dans les territoires méditerranéens.

La mise en œuvre de restrictions, ce renoncement collectif à l'eau « naturelle » mobilisée pour le confort : celui des loisirs en eaux vives, de glisse, des piscines, ou de l'entretien des jardins et des voitures, même éphémères, doit pouvoir s'organiser, et être bien communiquée au risque d'alimenter les logiques individualistes et du chacun pour soi.

## Conclusion

En parallèle de la crise énergétique et des ressources fossiles, la gestion de l'eau semble s'inscrire, en France, dans une dynamique de la sobriété. L'eau est dorénavant perçue comme un manque à venir, plutôt qu'une disponibilité à distribuer. L'ensemble des acteurs s'aligne pour considérer la sécheresse de 2022 comme un tournant.

La clairvoyance commune des acteurs de l'eau pour renouveler la gouvernance de l'eau, sa prise en compte dans la fabrique urbaine et son modèle économique n'empêche cependant pas des différences de postures et d'appropriation de la sobriété et du manque d'eau. Assumée, elle apparaît comme l'opportunité d'une réaffirmation politique (Brown *et al.*, 2022) pour les nouvelles Régies. Lyon et Bordeaux se construisent par ailleurs sur ce nouveau leitmotiv, les métropoles étant régulièrement à la recherche de nouveaux récits pour rester les locomotives du développement régional et dans la compétition territoriale (Pinson et Ceccuti, 2020). Elle est aussi source d'inquiétudes, lorsque le pragmatisme enjoint, à moyen terme, de rester sur une ligne de crête (Monnin, 2023), le temps que la redirection s'engage. Ne serait-ce que pour la mise en conformité des réseaux (Robischon,

2023), comment faire face au « mur d'investissements » d'un côté et répondre aux impératifs de baisses de volumes de l'autre ? Sans compter l'équité et l'égalité territoriale d'accès à l'eau et aux lieux de rafraîchissement ou les arbitrages de l'accueil démographique et industriel, les chemins à emprunter pour changer les modèles de l'eau soulèvent de nombreuses interrogations encore sans réponse univoque (Euzen, Laville et Thiébault, 2015).

Concernant la gestion de l'eau après la sécheresse éprouvée en 2022, rester sur la ligne de crête semble un exercice provisoirement nécessaire pour préparer une transition entre un modèle de gestion construit pendant un siècle sur celui de l'abondance à celui de la sobriété qui apparaît aujourd'hui comme inévitable et partagé avec une certaine lucidité par tous. Car cette transition impose de s'emparer de nouveaux enjeux qui ne peuvent se mener qu'à moyen et long terme.

Les solutions plus opérationnelles pour garantir la distribution de l'eau pour tous devront elles aussi se diversifier pour embrasser et incarner cette mouvance selon les investissements déployés et les réorganisations des gouvernances. Les perspectives identifiées, les chemins à prendre, génèrent des différends selon les acteurs et leurs appétences à des logiques de solutions qui peuvent parfois s'opposer, ne serait-ce sur leurs priorités : « logique de frugalité » pour tous ? Ou « stockage » pour certains ? « Logique de transformations » des eaux sales et/ou de l'eau infinie des mers ou encore « logique patrimoniale » pour se connecter au Rhône, fleuve perçu comme abondant et inépuisable, pour repousser le changement de paradigme ?

L'Espagne a privilégié pendant plus de 10 ans l'investissement dans les méga-bassines au service d'un modèle agricole « hydrovore ». Elles apparaissent aujourd'hui comme des équipements caducs et court-termistes. Si la tentation est grande en France de faire pour partie ce choix, ce qui se passe en Espagne invite à ne pas prêter une trop grande attention à « l'écureuil » qui sommeille en nous et qui aime faire des réserves. Dorénavant, l'Espagne mise sur les usines de dessalement, supportées par une autre manière d'appréhender la ressource en eau, une logique d'inspiration « Lavoisier ». Étroitement associée à une foi en l'issue technologique ; comme rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme, la solution est de diversifier les types d'eau en les transformant. Ce basculement espagnol d'un modèle radical à un autre, des méga-bassines aux usines de dessalement, laisse surtout le sentiment que l'histoire semble se rejouer. Celle de réaliser des choix uniques et homogènes, et donc plus périlleux, sur la gestion de l'eau, dans un contexte socio-climatique dont la dynamique est dominée par les aléas. En filigrane, au-delà des appétences aux différentes solutions, ce retour sur l'expérience espagnole pose la question cruciale de la « bonne » mobilisation du « mix hydrique » qui saura soutenir la transition du modèle de l'abondance à celui de la sobriété dans les années à venir.

Enfin, côté usagers, l'expérience de la sécheresse de l'été 2022 a marqué un tournant dans la prise de conscience que l'eau pourrait manquer. L'eau s'inscrit dans le paysage médiatique et intéresse les Français et les Françaises, qui font preuve de solidarité quand elle les touche notamment émotionnellement, en détruisant la nature et des activités humaines, mais aussi de sentiment d'injustice quand la communication et la mise en œuvre des arrêtés n'apparaissent ni convaincantes ni intelligibles. Dans l'adversité, l'eau se perçoit comme un commun dont il faut prendre soin. L'identité territoriale (Di Méo, 2001) et le sentiment d'appartenance à un territoire apparaissent

comme un levier mobilisateur (Libaert, 2020) du grand public autour de la préservation de la ressource en eau pendant des périodes de sécheresse et incitent au respect des arrêtés. Tout l'enjeu reste alors de maintenir et diffuser cette représentation dans le temps et pour toutes les eaux, quels que soient leurs « attributs » afin qu'elle dépasse les tentations de désolidarisation. •

## Bibliographie

- Carré C. et Marcovitch D. (2024), « Le principe de solidarité dans les politiques françaises de l'eau : originalité, fonctionnement et fragilités », *Cybergeo: European Journal of Geography* [En ligne], Espace, Société, Territoire, document 1062. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeo/40885> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cybergeo.40885>
- Barbier, R., Liziard, S. et Fernandez, S. (2022). La gouvernance de l'eau à l'épreuve du droit négocié. Enquête sur l'activité réglementaire des commissions locales de l'eau. *Natures Sciences Sociétés*, 30, 46-57. <https://doi.org/10.1051/nss/2022017>
- Bezât, J.-M. (2022). « Le manque d'eau met le transport fluvial en difficulté ». *Le Monde*, 13 août 2022
- Biros, C. (2014). Les couleurs du discours environnemental. *Mots. Les langages du politique*, 105(2), 45-66. <https://doi.org/10.4000/mots.21688>
- Boisson A. et Mougou B. « Pourquoi la Bretagne, région réputée humide, est-elle vulnérable à la sécheresse ? » Publié le 5 août 2024 à 17h10 <https://theconversation.com/pourquoi-la-bretagne-region-reputee-humide-est-elle-vulnérable-a-la-sécheresse-232435>
- Bonnes pratiques pour l'eau du grand Sud-Ouest. (2024). « Rémunérer la sobriété grâce au contrat de performance (BRIVE) ». Fiche, retour d'expérience. Bouleau, G. (2017). La politique des motifs environnementaux. *Sciences de l'environnement. HDR en science politique*, Université de Lille II, ff-tel-02606919f
- Bourdieu P. (1979). *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 670 p. (ISBN 2-7073-0275-9)
- Bourgeois C., Mougou B. et Neverre N. (2023). Comment passer de l'anticipation des sécheresses hydrogéologiques à une gestion anticipée de celles-ci ? *SHF - Sécheresse & étiage*.
- Brown, L., Reix, F., Gonzalez, A., Godier P. et Mautrey, M. (2022). La Métropole créative et ses ressources, récits sur la gestion de l'eau et de l'alimentation à Bordeaux. *POSPU, Editions Autrement*
- Calvo-Mendieta, I. (2015). 19. Les conflits d'usage autour de l'eau. In A. Euzen, C. Jeandel, et R. Mosseri (éds.), *L'eau à découvert* (1). CNRS Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.9970>
- Calvo-Mendieta, I., Petit, O. et Vivien, F.-D. (2010). Le patrimoine commun : une autre manière d'analyser la gestion collective des ressources naturelles. *Le cas de la gestion de l'eau en France*.
- Casciarri, B. et Van Aken, M. (2013). « Anthropologie et eau(x) affaires globales, eaux locales et flux de cultures », *Journal des anthropologies*, 132-133, 15-44.
- Castells, M. (1981). *La question urbaine*. Collection: Petite bibliothèque Maspero, no 12. 526 pp. François Maspero.
- Cefaï, D. (2016). « Publics, problèmes publics, arènes publiques... », *Questions de communication*, 30 | 2016, 25-64.
- Chocat, B. (2015). 8. Comment communiquer et sensibiliser le grand public sur les enjeux liés à l'eau ? Dans A. Euzen, C. Jeandel, et R. Mosseri (éds.), *L'eau à découvert* (1). CNRS Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.10540>
- Cortinas, J., Benites-Gambirazio, E., O'Neill, Brian., et Poupeau, F. (2023). *Le champ des politiques hydriques : enquête sur la gestion de la sécheresse dans l'ouest des États-Unis*. ED. Le Croquant. Coll. Action publique. 250 p.
- Damon, J. (2017). *Les Français et l'habitat individuel : Préférences révélées et déclarées*. *SociologieS*. <https://doi.org/10.4000/sociologies.5886>
- Descollonges, C. (Mai 2024). *Le système alimentaire face aux enjeux de la ressource en eau, analyse prospective n°2024/1 22*. Futuribles.
- Di Méo, G. (2001). *Géographie sociale et territoires*. Nathan.
- Euzen, A., Laville, B. et Thiebault, S. (2017) *L'adaptation au changement climatique – Une question de sociétés*. CNRS Éditions, 410 p., (hal-01690444)
- Euzen, A., Jeandel, C., et Mosseri, R. (éds.). (2015). *L'eau à découvert* (1). CNRS Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.9746>
- Evrard, B., Féménias, D., et Sirost, O. (2015). 17. Les usages récréatifs de l'eau. In A. Euzen, C. Jeandel, et R. Mosseri (éds.), *L'eau à découvert* (1). CNRS Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.9963>
- Fourquy, J. et Cassely, J. M. (2021). *La France sous nos yeux, économie, paysages, nouveaux modes de vie*. Seuil.
- Futura Sciences. (2023). «Peut-on concilier ski et respect de la biodiversité en montagne ?» Consulté le 23 décembre 2024, de <https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/environnement-peut-on-concilier-ski-respect-biodiversite-montagne-110381/>
- Girard, L. (2022). « Agriculture : en France, prairies, maïs et pommes de terre ont été les plus affectés par la sécheresse ». *Le Monde*, 09 septembre 2022
- Golla, M. (2023). « Sécheresse : des communes gèlent les permis de construire ». *Les Échos*, 2 mars 2023
- Grimonprez B. (2022). *Méga-bassines : réparer la fracture hydraulique*. Analyse Opinion Critique. fihal-03877406f
- Haghe, J.-P. (2015). 7. L'eau comme ressource. In A. Euzen, C. Jeandel, & R. Mosseri (éds.), *L'eau à découvert* (1). CNRS Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.9773>
- Hoekstra, AY et Hung, PQ. (2002) *Virtual water trade: A quantification of virtual water flows between nations in relation to international crop trade*. Value of Water Research Report Series No. 11, UNESCO-IHE Institute for Water Education, Delft, The Netherlands, <http://www.waterfootprint.org/Reports/Report11.pdf>
- Labbouz D., Briseperrière G., Auzoult L. et Borel C. (2020). *Rapport de l'étude Transphères : enquête auprès d'un échantillon représentatif de salariés sur les transferts de comportements en faveur de l'environnement entre le lieu d'habitation et le lieu de travail*, 15 pages.
- Lefebvre, H. (1970). *Du rural à l'urbain*, Paris, Anthropos, 285p.
- Libaert, T., (2020). *Les vents porteurs. Comment mobiliser (enfin) pour la planète*. Le Pommier. Humensis éditeur.
- Sénat. (11 juillet 2023). Pour une politique de l'eau ambitieuse, responsable et durable, *Rapport d'information n° 871* (2022-2023), déposé le 11 juillet 2023
- Launay, J. (2023). L'eau et le changement climatique – la concertation entre les acteurs. *Annales des Mines - Responsabilité & environnement*, 112, 33-36. <https://doi.org/10.3917/re1.112.0033>
- Mayol, A. et Staropoli, C. (2021). Donner trop de choix aux consommateurs : une fausse bonne idée ? Une expérience en laboratoire sur les tarifs de l'eau et de l'électricité. *Eur J Law Econ* 51, 383-410. <https://doi.org/10.1007/s10657-021-09694-6>
- Molinier, P. (2020). *Le travail du care*. <https://shs.cairn.info/le-travail-du-care-9782843033087?lang=fr>

- Monnin, A. (2023). *Politiser le renoncement*. Editions Divergences.
- Mucchielli, A. (dir.), 2011, *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*. Armand Colin
- Oursini, A. (2020). « Municipales 2020 : L'eau de Toulouse est-elle « la moins chère de France », comme l'affirme Jean-Luc Moudenc ? » 20 Minutes, 10 mars 2020
- Ostrom, E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge University Press
- Paquot, T. (2010). *Les faiseurs de villes - 1850-1950*. Infolio.
- Pinson, G. et Ceccuti S. (2020). *La ville néolibérale*. Presses Universitaires de France.
- Robischon, C. (2023). « Réseaux d'eau: le mur d'investissement gagne encore en hauteur ». *Le Monde*, 23 mars 2023.
- Rojouan, L. (2022). « Avec la sécheresse en Europe, les « pierres de la faim » ressurgissent comme un avertissement ». *Le Monde*, 19 août 2022.
- Salles, D. (2022). *Repenser l'eau à l'ère du changement climatique*. *Annales des Mines - Responsabilité & environnement*, ID : 10670/1.29xs51
- Valo, M. (2024). « Mégabassines : où en est la ruée vers l'or bleu ? » *Le Monde*, 18 juillet 2024.
- Vergnaud-Ayraud, V., et Aquilina, L. (2015). 10. Les eaux souterraines : cachées mais fondamentales. In A. Euzen, C. Jeandel, et R. Mosseri (éds.), *L'eau à découvert* (1). CNRS Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.9864>

## Annotations

- <sup>1</sup> L'écoute web a consisté à surveiller et analyser les mentions de la sécheresse grâce à un outil de veille pour mesurer son impact dans son traitement médiatique et sa visibilité sur les réseaux sociaux et les discussions qu'elle a générées entre internautes.
- <sup>2</sup> La position du sociologue occupe ici une position intermédiaire de recherche-action (Mucchielli, 2011), entre immersion et distanciation. Exerçant auprès de l'opérateur de l'eau SUEZ, la distanciation est mise en œuvre par l'exercice empirique et la rigueur scientifique apportée au processus d'enquête de terrain, identique à une approche académique (représentativité de l'échantillon de l'enquête quantitative ; mobilisation de guides d'entretiens semi directifs ; retranscriptions systématique mot-à-mot, etc.).
- <sup>3</sup> Les acteurs de l'eau constituent l'ensemble des opérateurs (SUEZ, Véolia, La Saur), structures publiques et parapubliques de surveillance, gestion et distribution de l'eau (Agences de l'eau, Syndicats, Régies, etc.)
- <sup>4</sup> La méthode des quotas a été poussée au-delà des caractéristiques socio-démographiques (Sexe, âge, profession) et géographiques (région) en prenant en compte la situation familiale, le type d'habitat (appartement, maison, jardin, piscine) et les niveaux d'arrêtés sécheresse (vigilance, alerte, crise).
- <sup>5</sup> Bonnes pratiques pour l'eau du grand Sud-Ouest. (2024). « Rémunérer la sobriété grâce au contrat de performance (BRIVE) ». Fiche, retour d'expérience.
- <sup>6</sup> Delphine Labbouz, Gaëtan Briseperrière, Laurent Auzoult, Cédric Borel, 2020, *Rapport de l'étude Transphères : enquête auprès d'un échantillon représentatif de salariés sur les transferts de comportements en faveur de l'environnement entre le lieu d'habitation et le lieu de travail*, 15 pages
- <sup>7</sup> L'eau « bleue » est celle qui transite rapidement dans les cours d'eau, les lacs, les nappes phréatiques ; elle représente environ 40% de la masse totale des précipitations. L'eau « verte », stockée dans le sol et la biomasse, qui est évaporée ou absorbée et évapotranspirée par les plantes et retourne directement à l'atmosphère ; c'est de loin la plus grande quantité, puisqu'elle totalise 60% de la masse des précipitations
- <sup>8</sup> On qualifie de sécheresse hivernale une grande période sans pluie durant les mois d'hiver. Cette forte sécheresse a de lourds effets sur tout ce qui nous entoure, car l'hiver est la période où les nappes phréatiques se rechargent pour appréhender le plus sereinement possible les fortes chaleurs. Elle entraîne notamment une stagnation ou une diminution des réserves d'eau dans l'écosystème. Cela peut rapidement créer des pénuries de ressources en eau au printemps et en été.
- <sup>9</sup> Rapport d'information n° 142 (2022-2023) de Mmes Catherine BELRHITI, Cécile CUKIERMAN, MM. Alain RICHARD et Jean SOL, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective, déposé le 24 novembre 2022
- <sup>10</sup> Instruction interministérielle du 1er juillet 2024 relative à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau